



# Comité Technique Local DRFIP 35 31 mars 2015 Déclaration des élu(e)s CGT

Les 22 et 29 mars 2015, les citoyens se sont exprimés à l'occasion des élections départementales en sanctionnant massivement le gouvernement et sa politique. Le taux record d'abstention est révélateur de la perte de confiance des électeurs envers les gouvernements successifs, qui appliquent tous la même politique : cadeaux aux entreprises, austérité pour les salariés, gel des salaires, destruction des acquis sociaux et du droit du travail, de la protection sociale, des emplois publics et du service public.

Avec le gouvernement Hollande-Valls, le pacte de responsabilité et la loi Macron organisent ces régressions en obéissant aux injonctions du MEDEF et aux exigences européennes de réduction des déficits.

Pour les fonctionnaires en général, cela se traduit par le gel du point d'indice depuis 2010 et au moins jusqu'à 2017, les baisses des promotions, la mise en œuvre du salaire au mérite par le déploiement progressif de la RIFSEEP, des reculs en terme de rémunérations accessoires, comme le hold-up sur la prime d'intéressement aux finances publiques.

A la DGFIP, la démarche stratégique en est la déclinaison désastreuse avec son cortège de suppressions d'emplois et de démantèlement du service public. La loi de finances 2015 s'est traduite à la DRFIP35 par 30 suppressions d'emplois qui viennent s'ajouter aux 300 de la décennie précédente.

Votre plan pluriannuel d'adaptation du réseau, dont nous vous demandons toujours la communication, sera obligatoirement porteur de restructurations et destructions de services. Déjà, les opérations engagées vont dans ce sens : réduction du maillage territorial, transferts des services de publicité foncière, annonce de la fermeture de la trésorerie de La Guerche, de la fusion de celles du CHU et du CHGR, Montauban et St-Méen, création du PCR, réduction des horaires d'ouverture d'accueil du public, dématérialisations tous azimuts... L'ensemble de ces réformes s'inscrit dans l'accompagnement des suppressions d'emplois et la préparation des prochaines.

Pour la CGT, notre réseau est en grave danger. Tout contribue à le fragiliser dans ses missions et le décrédibiliser aux yeux des usagers et des partenaires.

Les agents rejettent massivement vos réformes. Ils l'ont exprimé en vous interpellant directement à l'occasion du boycott du CTL emplois et par la signature massive de la pétition contre la mise en œuvre des réductions des accueils du public. Ils vous ont exprimé leur attachement à leurs missions et au service public. Ils vous ont dit leur ras-le-bol des réformes qui se succèdent à un rythme effréné et de la dégradation de leurs conditions de

travail. La souffrance au travail s'installe dans nos services. Pour la CGT, il n'est pas question d'attendre qu'un drame se produise avant de réagir. Vous devez retirer vos projets régressifs, arrêter les suppressions d'emplois et implanter ceux qui sont nécessaires au bon fonctionnement des services et à de bonnes conditions de travail pour les agents.

C'est pour ces raisons que la CGT, avec Solidaires et FO, appelle les agents de la DRFIP35 à la grève nationale interprofessionnelle du 9 avril prochain.

Pour la CGT, ce 9 avril devra être journée morte aux finances publiques en Ille-et-Vilaine : aucun guichet ouvert, aucun accueil téléphonique, pas un agent dans les services. Cela sera l'expression d'un rapport de forces, mais aussi un avant-goût de ce à quoi risque de ressembler notre administration à plus ou moins court terme si vous continuez vos réformes.